

Douma. Moscou
8 novembre 2018

Responsabilité politique et responsabilité sociale. Comment bâtir une société de confiance ?

Pr. Jean-Baptiste Noé. Docteur en histoire de la Sorbonne.
Directeur d'Orbis. École de géopolitique.

Mesdames, Messieurs,

Merci pour votre aimable invitation à réfléchir avec vous sur ces thèmes si importants de la responsabilité politique et de la responsabilité sociale. Ces thèmes sont importants, car il en va de la cohésion d'une société et de la confiance que les personnes peuvent accorder à leurs hommes politiques. Il est toujours difficile de s'exprimer dans un autre pays, parce que les références culturelles ne sont pas les mêmes, même s'il y a beaucoup de points communs et d'affinités entre la Russie et la France. Je parlerai ici à partir de mon métier d'historien, qui me fait fréquenter les grands auteurs, et aussi de ma modeste expérience politique, puisque je siège au conseil municipal d'une ville de la banlieue parisienne depuis dix ans. Cela permet d'associer la réflexion théorique et l'usage pratique, toujours utile quand on parle de politique.

Quand j'étais adolescent, j'ai passé plusieurs étés de vacances scolaires à lire des romans russes, et notamment Dostoïevski et Gogol. Une histoire des *Nouvelles de Petersbourg* m'a toujours marqué : *Le Nez*. Cette histoire est absurde et grotesque. Kovaliov se réveille un matin sans son nez et parcourt toute la ville afin de le retrouver. Son existence est chamboulée par cette disparition. Sans son nez, il ne peut plus vivre normalement, et on peut bien le comprendre. Il y a plusieurs façons d'analyser cette nouvelle. J'en proposerai une, en rapport avec le thème qui nous intéresse aujourd'hui. De la même façon que sans son nez, la vie de Kovaliov est détruite, sans la responsabilité qui unit les citoyens et les hommes politiques, la cité ne peut pas fonctionner. Les efforts que fait Kovaliov à travers Saint-Pétersbourg pour retrouver son nez nous montrent les efforts qu'une société doit faire pour être fondée sur la confiance et la responsabilité. Dans la nouvelle de Gogol, la disparition du nez n'était qu'un mauvais rêve. Quand Kovaliov se réveille, tout est retourné à la normale. Il n'en est pas ainsi dans la vie politique, où la confiance est un travail de tous les jours.

I/ La société de défiance

La démocratie repose tout entier sur la confiance. C'est un régime politique qui ne repose pas sur la terreur ou sur la contrainte, comme les dictatures, mais sur la confiance que le peuple accorde à ses représentants. Quand cette confiance est rompue, les citoyens ont la possibilité de renvoyer leurs dirigeants lors des élections. Cela en fait un régime à la fois très

fragile, mais aussi très fort et très résistant. Si je prends le cas de la France, celle-ci est aujourd'hui devenue une société non de confiance, mais de défiance. Les citoyens n'ont plus confiance dans leurs hommes politiques, ce qui affaiblit leur responsabilité. Cette défiance se manifeste dans la très forte abstention lors des élections présidentielles : près de 22% des citoyens n'ont pas été voter. Les analyses montrent que le vote est plus important dans les catégories sociales élevées. À l'inverse, les ouvriers, les chômeurs, les petits retraités votent peu. À l'échelle de la France, c'est une fracture civique qui se dessine non pas dans les territoires, mais dans les catégories sociales.

Pourquoi cette défiance ? L'historien et homme politique français Alexis de Tocqueville (1805-1849) l'avait anticipé. Tocqueville a vécu l'émergence de la démocratie en France, il a été député et ministre des Affaires étrangères. Il a compris que la démocratie était inéluctable, qu'elle pouvait apporter beaucoup aux pays d'Europe, mais qu'elle recelait également des dangers potentiels. Parmi eux, deux dangers majeurs : la fragmentation de l'individu et la tyrannie de la majorité.

Pour Tocqueville, la démocratie n'est pas un système politique, mais un état social marqué par l'égalisation des conditions de vie. La France, comme la plupart des pays d'Europe, abandonnait le système aristocratique pour un système démocratique où la personne humble est égale en dignité et en droit au prince et au seigneur. Mais cet égalitarisme conduit à une destruction des liens sociaux, à une dissolution de la personne qui devient un simple individu. Entre elle et l'État, il n'y a plus rien. C'est ce que Tocqueville appelle le despotisme bienveillant :

Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. (*Démocratie en Amérique*, tome 2, chapitre 4.)

L'homme démocratique ne rêve plus à la grandeur et à la conquête, il rêve seulement à la satisfaction de ses plaisirs immédiats. C'est un homme petit. Du coup, il n'attend plus rien de lui-même, mais tout de l'État. L'État est alors censé lui fournir, outre la sécurité et l'alimentation, l'éducation, la santé, les loisirs. Cet homme qui vit dans le despotisme bienveillant estime que tout lui est dû. La politique doit satisfaire tous ses besoins, toutes ses envies. Cet horizon paraissait bien loin à Alexis de Tocqueville, lorsqu'il écrivait ces lignes dans les années 1830. Il a été atteint près d'un siècle plus tard, en Angleterre d'abord, en France ensuite. Durant la seconde guerre mondiale, le député anglais Lord Beveridge, aidé de l'économiste John Keynes, ont établi ce qu'ils ont appelé le *welfare state*, l'État providence. L'État n'était plus chargé de ses seules fonctions régaliennes : la sécurité intérieure, l'armée, la justice, mais il devait aussi s'occuper de l'ensemble de la vie des personnes, y compris de leurs loisirs et de leurs vies personnelles. L'État prend alors à sa charge l'éducation, la santé, le travail, les loisirs. Le citoyen était tout entier entre les mains de l'État, du berceau à la tombe, selon la formule de Lord Beveridge. Cet État providence a été mis en place en Angleterre et en France, notamment sous l'inspiration des communistes, qui étaient alors très puissants dans ces pays. Surtout en France, où le parti communiste français (PCF) était alors le premier parti de France.

Mais pour fonctionner, l'État providence a besoin d'importants financements alimentés par l'impôt. Il s'agit de prélever l'argent de certains pour le donner à d'autres, ce que l'on appelle la redistribution. Comme les besoins ne cessent d'augmenter, les impôts augmentent tout autant. Aujourd'hui, la France est l'un des pays d'Europe où les taxes et les impôts sont les plus importants. C'est plus de 50% du salaire des Français qui sont prélevés par les impôts. L'autre moyen de financement de l'État providence est la dette publique. Celle-ci a l'avantage, pour les hommes politiques, de faire payer les services rendus par les autres générations. Les pères consomment, les enfants payent. L'endettement des pays d'Europe occidentale n'a cessé de croître au cours des quarante dernières années, atteignant aujourd'hui des taux trop élevés. La dette affaiblit la souveraineté des États en remettant leur liberté entre des mains pas toujours bienveillantes. Les services sociaux fournis par un État sont toujours moins bien gérés et plus onéreux que les services sociaux fournis par des entreprises privées. D'où la colère des peuples : d'un côté ils doivent payer de plus en plus (impôts), de l'autre, la qualité des services reçus se dégrade (services publics).

Mais l'autre colère, qui crée la société de défiance, est due à la mainmise de la majorité sur la conduite de l'État, qui peut ensuite contraindre la minorité à suivre sa volonté. Cela aussi Tocqueville l'avait bien vu. C'est ce qu'il appelait la tyrannie de la majorité. En matière de gouvernement, la majorité d'un peuple a le droit de tout faire. Cette majorité impose sa volonté à la minorité, sans que celle-ci puisse protester. Ainsi, il suffit qu'un groupe majoritaire arrive aux commandes de l'État pour qu'il puisse accroître le prélèvement des impôts sur la minorité et que l'argent récolté serve à financer des activités de la majorité. Cette dernière continuera de voter pour ce gouvernement, puisqu'elle reçoit beaucoup de lui sans avoir à payer. Quant à la minorité, elle n'aura pas d'autres choix que de se soumettre (payer ses impôts), ou se démettre (s'exiler dans un pays à basse pression fiscale). L'État est dévoyé de sa fonction. Il n'est plus le garant de l'intérêt de tous, mais le protecteur des intérêts particuliers de la majorité contre la minorité. C'est ce que le juriste autrichien Friedrich Hayek (1899-1992) a nommé la route de la servitude, en hommage à Alexis de Tocqueville.

II/ La personne au cœur de la société

Friedrich Hayek est réfugié en Angleterre pendant la seconde guerre mondiale. Il est resté à Londres pour échapper à la terreur nazie qui pèse sur l'Autriche. Ce qu'il dit dans son ouvrage *La route de la servitude* (1944) est une anticipation de ce qu'a ensuite connue l'Europe. Hayek est très ami avec Lord Beveridge et Keynes, qui sont ses collègues à la London school of economics. Mais il ne partage pas du tout leur vision de l'homme et de la société. Dans son ouvrage, Hayek explique que l'État providence est potentiellement aussi dangereux que les systèmes totalitaires que l'Angleterre est en train de combattre. Il est aussi dangereux parce qu'il partage une même vision de la société : un homme soumis à l'État. Son propos a bien évidemment choqué en 1944, et il continue de choquer aujourd'hui « les socialistes de tous les partis » à qui son livre est ironiquement dédié. Pourtant, les conceptions socialistes des nationaux-socialistes et des auteurs de l'État providence ne sont pas si éloignées. Tous les deux n'accordent pas d'importance à la personne humaine et sont prêts à la soumettre à leur idéologie. Il y a là l'origine de la défiance des populations européennes à l'égard de leurs hommes politiques. Certes, l'Europe a connu un accroissement matériel et économique sans précédent, qui a apporté un confort que beaucoup nous envie. Cela a été obtenu par le travail acharné des Européens, par leur esprit d'initiative, par leur créativité et leur inventivité. Mais

aujourd'hui l'endettement des États, les taux d'imposition confiscatoires et la faillite des services publics menacent cet équilibre. Depuis les années 1980, beaucoup d'États ont entrepris une privatisation de leurs activités. L'État gérait tellement l'économie en France qu'un économiste français a eu un jour une boutade en disant que la France est une URSS qui a réussi...

En revanche, là où il n'y a pas de réussite, c'est sur la défiance de la population française à l'égard de la politique. Pour y remédier, il faut placer la personne au cœur de la société, lui redonner sa liberté d'action et de décision, en finir d'un côté avec le despotisme bienveillant et de l'autre avec la tyrannie de la majorité. C'est-à-dire passer d'un État providence à un État subsidiaire, où les personnes reçoivent l'aide de l'État, mais sont responsables de leurs actes.

III/ La subsidiarité

La subsidiarité est une notion fondamentale de la science politique. Il s'agit de permettre aux acteurs locaux de faire les choses, de se regrouper en association, de créer des activités et des entreprises sans dépendre de la tutelle de l'État. La subsidiarité est fondée sur la confiance et la responsabilité. Confiance de l'État à l'égard de sa population et, de là, confiance de la population à l'égard de l'État puisque celui-ci est là pour les aider, non pour les contraindre ou les spolier. La subsidiarité permet la construction d'une société harmonieuse fondée sur la confiance et la justice.

Ce type de société a existé en France, jusque dans les années 1940. De nombreuses entreprises avaient créé des mutuelles de secours et des systèmes d'assurances santé et chômage. Les salariés et les ouvriers pouvaient ainsi bénéficier d'une protection sociale en cas de maladie et d'accident. Ces mutuelles et ces assurances ont surtout été mises en place par les entreprises industrielles, dans les mines de charbon, l'automobile, l'électricité, etc. Il en va de même pour les écoles. Jusqu'en 1875, date de l'arrivée au gouvernement de Jules Ferry, les écoles françaises sont gérées par des associations, essentiellement des congrégations religieuses. Tous les villages de France disposent ainsi d'une ou plusieurs écoles et tous les enfants peuvent s'y rendre. L'école est même gratuite pour les plus pauvres. Ensuite, l'État a institué son propre système d'écoles, en limitant les possibilités des écoles indépendantes.

Au niveau économique, la subsidiarité se marque par la participation des salariés aux résultats de leur entreprise. C'est ce que l'on appelle la participation et l'intéressement. C'est le Général de Gaulle qui a fait voter plusieurs lois permettant cela. Ainsi, les salariés bénéficient des bons résultats de leur entreprise, soit par une augmentation de salaire soit par des dividendes issus des bénéfices de l'entreprise.

Une autre forme de subsidiarité concerne les associations. C'est l'un des grands atouts de la France. Les Français ont la passion des associations : pour le sport, la musique, la danse, le dessin, etc. Ces associations sont gérées par des personnes bénévoles. Elles reçoivent l'aide des mairies ou des régions, qui les financent via l'impôt. De nombreuses personnes s'investissent dans les associations, qui sont une structure juridique reconnue par une loi datant de 1905. Les activités de celles-ci ont souvent lieu le mercredi et le samedi, jours fériés pour

les enfants. C'est grâce à elles, notamment, que la France a pu gagner la coupe du monde de football en juillet dernier. Les footballeurs, comme les autres sportifs, commencent le sport très jeune et ils le pratiquent dans des clubs amateurs gérés par des personnes bénévoles. Ensuite, quand ils sont bons, ils peuvent intégrer des clubs professionnels.

Mutuelles, assurances, clubs sportifs ou artistiques, écoles sont quelques-uns des nombreux exemples possibles que permet la subsidiarité. Elle assure surtout la confiance entre les citoyens, car ceux-ci deviennent les acteurs de leur société et non plus uniquement les receveurs. Ceux-ci n'attendent plus tout de l'État, mais sont capables de faire les choses par eux-mêmes. Responsabilisés par la politique, ils ont donc davantage confiance en elle.

Lorsque Kovaliov retrouve son nez, après une nuit agitée de cauchemar, il retrouve aussi sa quiétude et sa sérénité. Gogol s'amuse avec son lecteur en lui proposant cette fin improbable qui termine une histoire extraordinaire. Mais l'écrivain nous montre aussi que c'est l'unité retrouvée de son corps qui permet à Kovaliov de retrouver son calme. Cette unité, c'est la confiance permise par la subsidiarité qui permet au corps social de retrouver son harmonie et sa fraternité.